



*Agreement on the Conservation of Cetaceans of the Black Sea, Mediterranean Sea and contiguous Atlantic area, concluded under the auspices of the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (CMS)*

*Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente, conclu sous l'égide de la Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage (CMS)*



---

## **Septième Réunion des Parties à l'ACCOBAMS**

*Istanbul, République de Turquie, 5 - 8 novembre 2019*

21/10/2019

Français

Original : Anglais

ACCOBAMS-MOP7/2019/Doc 16

---

# **RAPPORT DU COMITE DE SUIVI DES OBLIGATIONS DE L'ACCOBAMS**

*Les participants sont invités à se munir de cet exemplaire pour la Réunion.  
Ce document sera disponible uniquement en format numérique durant la Réunion.*

## RAPPORT DU COMITE DE SUIVI DES OBLIGATIONS DE L'ACCOBAMS

Le Comité de suivi des obligations de l'ACCOBAMS a été créé par les Parties à l'ACCOBAMS lors de la MOP5, à travers l'adoption de la Résolution 5.4.

Les membres suivants ont été désignés :

### Membres nommés par les Parties

<b>Victor ESCOBAR PAREDES</b>	Mandat complet (2014-2019)
<b>Nadia DECKERT</b>	Mandat complet (2017-2022)
<b>Moustafa FOUDA</b>	Mandat complet (2017-2022)
<b>Imane TAI</b>	Suppléant

### Membres nommés par les Partenaires ACCOBAMS

<b>Drasko HOLCER</b>	Mandat complet (2014-2019)
<b>Tilen GENOV</b>	Mandat complet (2017-2022)
<b>Dimitar POPOV</b>	Suppléant

La deuxième réunion du Comité de suivi des obligations de l'ACCOBAMS a eu lieu à Monaco (Auditorium Rainier III) lundi 5 mars et mardi 6 mars 2018.

Le Secrétariat Permanent de l'ACCOBAMS a reçu quatre communications, d'un seul partenaire ACCOBAMS qui a émis des réserves au sujet du suivi des obligations de l'Accord d'une Partie :

- Communication par OceanCare concernant l'évaluation et le contrôle par la Grèce des activités militaires autour de la Crète du Sud-Est ;
- Communication par OceanCare concernant l'évaluation et le contrôle par l'Espagne des activités d'exploration pétrolière autour des îles Baléares ;
- Communication par OceanCare concernant l'évaluation et le contrôle par le Portugal des activités d'exploration pétrolière dans les bassins de l'Algarve et de l'Alentejo ;
- Communication d'OceanCare concernant les défaillances de l'Albanie, l'Algérie, la Croatie, Chypre, de l'Égypte, la France, la Grèce, l'Italie, le Liban, la Libye, Malte, Monaco, le Monténégro, le Maroc, la Slovénie, l'Espagne, la Syrie, la Tunisie à mettre en œuvre le plan de conservation ACCOBAMS pour les dauphins communs en Méditerranée.

De plus, la Sixième Réunion des Parties à l'ACCOBAMS (22-25 novembre 2016, Monaco) a demandé au Comité de suivi d'examiner dans le cadre du point 5 de l'ordre du jour, et d'après l'article 6, paragraphe 1, d, de la Procédure de suivi des obligations dans le cadre de l'ACCOBAMS, les questions juridiques et techniques de la mise en œuvre et du suivi :

- des obligations et engagements existants concernant les activités sismiques et militaires qui produisent du bruit sous-marin,
- concernant les interactions entre l'homme et les dauphins abordées par la Résolution 3.13 (Programmes basés sur l'interaction avec les dauphins).

## I. CONSIDÉRATION DE COMMUNICATIONS PAR LE COMITÉ DE SUIVI

### I-1. Examen de la communication par OceanCare sur l'évaluation et le contrôle par la Grèce des activités militaires autour de la Crète du Sud-Est et adoption des recommandations pertinentes

#### CONSIDERATIONS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE DE SUIVI DE L'ACCOBAMS sur la communication par OceanCare sur l'évaluation et le contrôle par la Grèce des Activités militaires autour du Sud-Est de la Crète

*Le Comité de suivi de l'ACCOBAMS,*

Composé de M. Victor Escobar Parades (Président), M. Tilen Genov, M. Drasko Holcer, Mme Imane Tai ;  
S'étant réuni à Monaco les 5 et 6 mars 2018 ;

Après avoir examiné la communication et les informations présentées par OceanCare, Partenaire de l'ACCOBAMS, le 10 février 2016, ainsi que la réponse écrite et les informations supplémentaires envoyées par la Partie concernée, le Ministère de l'Environnement et de l'Énergie, le 7 avril 2016 ;

Après avoir examiné les points de vue présentés par le représentant de OceanCare le 5 mars 2018 lors de l'examen de la communication ;

Notant que la Partie concernée n'a pas participé à l'examen de la communication par le Comité le 5 mars 2018 ;

Après avoir analysé et discuté l'objet de la communication ;

Adopte par consensus les considérations et les recommandations suivantes qui seront transmises à la Réunion des Parties et à la Partie concernée, considérant l'Art. 6, para. 3 et 4, de la Procédure de suivi des obligations dans le cadre de l'ACCOBAMS (ci-après désigné AFuP), ainsi qu'au Partenaire concerné.

La communication est divisée en deux parties, à savoir :

"1. Les autorités grecques n'ont pas évalué et contrôlé les manœuvres militaires et en particulier le sonar actif autour du sud-est de la Crète, conformément à la Résolution 4.17 de l'ACCOBAMS, ce qui a pu entraîner un atypique échouage massif de baleines à bec de Cuvier (*Ziphius cavirostris*) en 2014 ;

2. Le Secrétariat de l'ACCOBAMS n'a pas reçu ou n'a pas communiqué de réponse des autorités grecques dans les six mois, et n'a par la suite pas porté l'affaire à l'attention du Comité de suivi des obligations (Résolution 5.4, Article 8(2)) "

La première partie de la communication est recevable, car aucun des cas d'irrecevabilité énuméré dans l'art. 9, par. 3, de l'AFuP n'apparaît.

Comme le montrent les documents pertinents, il a été confirmé que le Secrétariat de l'ACCOBAMS a reçu et communiqué dans les six mois la réponse des autorités de la Partie concernée et a porté l'affaire à l'attention du Comité. Par conséquent, la deuxième partie de la communication n'est pas fondée. De plus, il convient de noter que la deuxième partie de la communication n'est pas recevable, dans la mesure où elle concerne un comportement présumé du Secrétariat de l'ACCOBAMS, étant donné que les communications ne peuvent être faites par les Partenaires ACCOBAMS que s'ils "ont des réserves quant à la façon dont une autre Partie s'acquitte des obligations découlant de l'Accord » (art. 9, par. 1, AFuP).

En ce qui concerne les obligations, OceanCare prétend que les autorités grecques n'ont pas évalué et contrôlé les manœuvres militaires et en particulier l'utilisation de sonars actifs autour de la Crète du Sud-Est, conformément avec la Résolution 4.17 (Lignes Directrices pour faire face à l'impact du bruit d'origine anthropique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS), et que cela a probablement causé un atypique échouage massif de baleines à bec de Cuvier en 2014.

Sur cette question, la Partie concernée a déclaré :

- dans la lettre envoyée par les autorités grecques au Secrétariat de l'ACCOBAMS, datée du 7 avril 2016, qu'après l'exercice militaire de 2014, « il n'y eu aucune information sur un échouage massif de mammifères marins dans la région du sud de la Crète », et

- dans la lettre envoyée par les autorités grecques au Secrétariat de l'ACCOBAMS, datée du 21 mai 2014, que du 31 mars au 10 avril 2014, la marine militaire grecque avait participé à un exercice militaire transnational effectué par les Marines militaires d'Israël, des États-Unis et de la Grèce, qui avait eu lieu dans la zone marine d'Israël (Haïfa) jusqu'à la Crète du Sud-Est. La lettre indique que, du 1<sup>er</sup> au 10 avril, entre 5 et 10 baleines à bec de Cuvier au total s'étaient échouées dans une zone de 70 km. Elle précise également que "pendant l'exercice, le dispositif sonar de l'unité grecque a commencé à partir de la puissance la plus faible possible et a augmenté progressivement par étape de 5 db. La puissance maximale de l'appareil sonar peut atteindre 225 db et la fréquence d'émission se situe dans le domaine des fréquences moyennes. La marine grecque a suivi un ordre spécifique, qui est en accord avec les Résolutions de l'ACCOBAMS. Jusqu'à présent, il n'y a eu aucun incident d'échouage de mammifères marins liés à un exercice de la marine militaire grecque. De plus, une présentation pour informer la marine grecque sur les avancées de la MOP 5, en ce qui concerne l'impact du bruit anthropique sur les cétacés, est prévue."

Le Comité n'est pas en mesure de déterminer avec une précision totale les raisons de l'échouage massif atypique des baleines à bec qui s'est produit dans les dix premiers jours d'avril 2014 autour de la Crète du Sud-Est. Il n'est pas non plus possible de déterminer si cela pourrait être le résultat de l'utilisation du sonar par la Grèce ou par un autre État non-Partie à l'ACCOBAMS. Toutefois, compte tenu de cette situation, le Comité estime qu'il est probable que l'échouage massif porté à son attention soit le résultat des exercices militaires qui ont eu lieu du 31 mars au 10 avril 2014, et auxquels la Grèce a également participé.

À cet égard, le Comité note que l'utilisation du sonar est une source bien connue de bruit sous-marin anthropique et qu'il peut nuire au maintien du statut de conservation favorable pour les cétacés, comme l'exige l'art. II, par. 1, de l'ACCOBAMS. Pour répondre à cette préoccupation, les Parties à l'ACCOBAMS ont adopté la Résolution 4.17, qui comprend un ensemble de « Lignes Directrices pour faire face à l'impact du bruit d'origine anthropique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS ». Certaines des Lignes Directrices portent spécifiquement sur le sonar militaire et le sonar civil de haute puissance et s'appliquent par conséquent également aux activités militaires.

Le Comité reconnaît les efforts et les engagements rapportés par la marine grecque sur le fait d'agir en conformité avec les Résolutions ACCOBAMS traitant de l'impact du bruit anthropique sur les cétacés (voir la lettre mentionnée ci-dessus du 21 mai 2014). Ces dernières informations ont été appréciées par le Comité.

Il serait utile, pour répondre aux questions soulevées par la communication, que la Partie concernée fournisse au Secrétariat de l'ACCOBAMS des renseignements sur la façon dont les Lignes Directrices annexées à la Résolution 4.17 ont été mises en œuvre de 2014 jusqu'à présent. Cela permettra notamment au Comité Scientifique d'évaluer s'il y a des difficultés dans la mise en œuvre des Lignes Directrices annexées à la Résolution 4.17 et si d'autres mesures sont nécessaires.

Tout cela étant pris en considération, le Comité,  
 estime que la deuxième partie de la communication n'est pas admissible et n'est pas fondée;  
 estime que la première partie de la communication est recevable;  
 estime qu'il est probable que l'atypique échouage massif de baleines à bec porté à son attention par cette communication soit le résultat des exercices militaires qui ont eu lieu du 31 mars au 10 avril 2014, et auxquels la Grèce a également participé;

invite la Grèce à poursuivre tous les efforts pour être en conformité avec les Résolutions ACCOBAMS traitant de l'impact du bruit anthropique sur les cétacés, comme la Résolution 4.17, et félicite la Grèce pour ce qui est fait dans cette optique;

invite la Grèce à fournir des informations au Secrétariat de l'ACCOBAMS sur la manière dont les Lignes Directrices annexées à la Résolution 4.17 ont été mises en œuvre de 2014 jusqu'à présent;

invite le Secrétariat à partager les informations reçues par la Grèce avec le Comité scientifique;

**invite le Secrétariat à transmettre ces considérations et recommandations à la Réunion des Parties, ainsi qu'à la Partie et au Partenaire concerné.**

Monaco, 6 mars 2018

## **I-2. Examen de la communication par OceanCare sur l'évaluation et le contrôle par l'Espagne des activités d'exploration pétrolière autour des îles Baléares et adoption de la recommandation pertinente**

### **CONSIDERATIONS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE DE SUIVI DE L'ACCOBAMS sur la communication par OceanCare concernant l'évaluation et le contrôle par l'Espagne des activités d'exploration pétrolière (spécifiquement des prospections sismiques) autour des îles Baléares**

*Le Comité de suivi de l'ACCOBAMS,*

Composé de M. Victor Escobar Parades (Président), M. Tilen Genov, M. Drasko Holcer, Mme Imane Tai ;  
S'étant réuni à Monaco les 5 et 6 mars 2018 ;

Après avoir examiné la communication et les informations présentées par OceanCare, Partenaire de l'ACCOBAMS, le 10 février 2016, ainsi que la réponse écrite et les informations supplémentaires envoyées par la Partie concernée, le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Environnement, le 12 avril 2016 ;

Après avoir examiné les points de vue présentés par le représentant d'OceanCare le 5 mars 2018 lors de l'examen oral de la communication ;

Notant que la Partie concernée n'a pas participé à l'examen de la communication par le Comité le 5 mars 2018 ;

Après avoir analysé et discuté l'objet de la communication ;

Adopte par consensus les considérations et les recommandations suivantes qui seront transmises à la Réunion des Parties et à la Partie concernée, considérant l'Art. 6, para. 3 et 4, de la Procédure de suivi des obligations dans le cadre de l'ACCOBAMS (ci-après désigné AFuP), ainsi qu'au Partenaire concerné.

La communication est divisée en deux parties, à savoir :

"1. Les autorités espagnoles n'ont pas évalué et contrôlé les activités d'exploration pétrolière (en particulier les prospections sismiques) autour des îles Baléares en 2013, d'une manière compatible avec la résolution 4.17 de l'ACCOBAMS, et ont mis en danger des espèces vulnérables à des pollution sonore : les cachalots (*Physeter macrocephalus*) dans un habitat important ;

2. Le Secrétariat de l'ACCOBAMS n'a pas reçu ou n'a pas communiqué de réponse des autorités espagnoles dans les six mois, et n'a par la suite pas porté l'affaire à l'attention du Comité de suivi des obligations (Résolution 5.4, Article 8(2)) "

La première partie de la communication est recevable, car aucun des cas d'irrecevabilité énuméré dans l'art. 9, par. 3, de l'AFuP n'apparaît.

Comme le montrent les documents pertinents, il a été confirmé que le Secrétariat de l'ACCOBAMS a reçu et communiqué dans les six mois la réponse des autorités de la Partie concernée et a porté l'affaire à l'attention

du Comité. Par conséquent, la deuxième partie de la communication n'est pas fondée. De plus, il convient de noter que la deuxième partie de la communication n'est pas recevable, dans la mesure où elle concerne un comportement présumé du Secrétariat de l'ACCOBAMS, étant donné que les communications ne peuvent être faites par les Partenaires ACCOBAMS que s'ils "ont des réserves quant à la façon dont une autre Partie s'acquitte des obligations découlant de l'Accord » (art. 9, par. 1, AFuP).

En ce qui concerne les obligations, OceanCare prétend qu'en 2013, les autorités espagnoles n'ont pas évalué ni contrôlé les activités d'exploration pétrolière (en particulier les prospections sismiques) autour des îles Baléares, conformément avec la Résolution 4.17, avec le risque d'affecter des espèces vulnérables à la pollution sonore, comme les cachalots.

Dans sa lettre, la Partie concernée confirme que du bruit non identifié a bien été enregistré, ajoutant que toutes les enquêtes qu'elle a entreprises n'ont pas été en mesure d'identifier les sources de bruit et excluant une autorisation de production de bruit délivrée au cours de cette période par les Autorités espagnoles.

À cet égard, le Comité note que l'exploration et l'exploitation offshore sont une source bien connue de bruit sous-marin anthropique et qu'elles peuvent nuire au maintien du statut de conservation favorable pour les cétacés, comme l'exige l'art. II, par. 1, de l'ACCOBAMS. Pour répondre à cette préoccupation, les Parties à l'ACCOBAMS ont adopté la Résolution 4.17, qui comprend un ensemble de « Lignes Directrices pour faire face à l'impact du bruit d'origine anthropique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS ». Certaines des Lignes Directrices portent spécifiquement sur les prospections sismiques et l'utilisation des canons à air comprimé.

Toutefois, dans ce cas précis, il n'y a aucune preuve que les autorités de l'État concerné ont soit autorisé des activités de production de bruit de juillet 2012 à juillet 2013, soit été négligentes dans le contrôle de ce qui se produisait dans les eaux ou les fonds marins soumis à la juridiction espagnole.

Le fait que le bruit sous-marin puisse être détecté à longue distance de l'endroit où il est produit amène le Comité à conclure que, dans ce cas précis, le bruit pouvait provenir d'activités indépendantes de la volonté des autorités espagnoles.

Le Comité fait également remarquer qu'à l'heure actuelle, aucune Résolution de l'ACCOBAMS ne concernait spécifiquement les cas où une source de bruit d'origine lointaine affectait les cétacés dans les eaux soumises à la compétence d'une Partie à l'ACCOBAMS et appelle les Parties à coopérer pour remédier à la situation. La Réunion des Parties pourrait envisager la possibilité d'élaborer une telle Résolution et encourager la communication des données dans le registre du bruit.

Tout cela pris en considération, le Comité,  
estime que la deuxième partie de la communication n'est pas admissible et n'est pas fondée;  
estime que la première partie de la communication est recevable;  
estime qu'il n'y a aucune preuve que les autorités de l'État concernés ont soit autorisé des activités produisant du bruit de juillet 2012 à juillet 2013, soit fait preuve de négligence dans le contrôle de ce qui se passait dans les eaux ou les fonds marins soumis à la juridiction espagnole;

recommande que la Réunion des Parties prenne en considération l'élaboration d'une Résolution appelant à l'élaboration d'un mécanisme de coopération entre les Parties afin d'identifier les sources du bruit sous-marin à longue distance afin d'adresser ses effets transfrontaliers;

**invite le Secrétariat à transmettre ces considérations et recommandations à la Réunion des Parties, ainsi qu'à la Partie et au partenaire concerné.**

Monaco, 6 mars 2018

**I-3. Examen de la communication par OceanCare sur l'évaluation et le contrôle par le Portugal des activités d'exploration pétrolière dans les bassins de l'Algarve et de l'Alentejo et adoption de la recommandation pertinente**

**CONSIDERATIONS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE DE SUIVI DE L'ACCOBAMS**

**Sur la communication par OceanCare sur l'évaluation et le contrôle par le Portugal des activités d'exploration pétrolière dans les bassins de l'Algarve et de l'Alentejo**

*Le Comité de suivi de l'ACCOBAMS,*

Composé de M. Victor Escobar Parades (Président), M. Tilen Genov, M. Drasko Holcer, Mme Imane Tai;  
S'étant réuni à Monaco les 5 et 6 mars 2018 ;

Après avoir examiné la communication et les informations présentées par OceanCare, Partenaire de l'ACCOBAMS, le 25 juillet 2016 ;

Après avoir examiné les points de vue présentés par le représentant d'OceanCare le 5 mars 2018 lors de l'examen oral de la communication ;

Notant que la Partie concernée n'a pas participé à l'examen de la communication par le Comité le 5 mars 2018 ;

Après avoir analysé et discuté l'objet de la communication ;

Adopte par consensus les considérations et les recommandations suivantes qui seront transmises à la Réunion des Parties et à la Partie concernée, considérant l'Art. 6, para. 3 et 4, de la Procédure de suivi des obligations dans le cadre de l'ACCOBAMS (ci-après désigné AFuP), ainsi qu'au Partenaire concerné.

Le Comité conclut que la communication est recevable, car aucun des cas d'irrecevabilité énuméré dans l'art. 9, par. 3, de l'AFuP n'apparaît.

La communication prétend que les autorités portugaises n'ont pas évalué et ni contrôlé les activités d'exploration pétrolière (en particulier les prospections sismiques), en accord avec la Résolution 4.17 de l'ACCOBAMS.

Le Comité regrette qu'aucune information écrite ou orale au sujet de la communication ne lui ait été fournie par la Partie concernée, empêchant le Comité de recueillir tous les points de vue pertinents sur la présente communication. Les informations sur le fait de savoir si des évaluations d'impact environnemental et des consultations publiques étaient nécessaires dans la législation nationale, et ont été effectuées dans le cas des concessions offshore accordées par le Portugal dans les bassins de l'Algarve et de l'Alentejo, devraient être des informations facilement disponibles pour la Partie concernée.

Le Comité note que la communication comprend des concessions d'exploration situées dans une zone relevant de l'aire ACCOBAMS et dans une zone relevant de son extension subséquente, qui n'est pas encore en vigueur, et limite donc ses considérations à la première.

Le Comité a le mandat de limiter son action aux cas où il y a des « réserves quant à la façon dont une autre Partie s'acquitte de ses obligations découlant de l'Accord » et ne peut pas préciser, comme le fait la communication, s'il y a d'autres obligations, comme celles découlant des instruments de l'Union européenne, selon lesquelles la Partie concernée devrait procéder à des évaluations d'impact environnemental et à des consultations publiques pour les activités en question.

Le Comité estime qu'il convient de rappeler que les Parties à l'ACCOBAMS sont tenues, entre autres, d'exiger une étude d'impact pour autoriser ou interdire des activités susceptibles d'affecter les cétacés ou leurs habitats, comme la prospection et l'exploitation offshore. (voir Annexe 2, para. 1, c de l'ACCOBAMS) et que, pour répondre aux préoccupations provenant du bruit sous-marin, les Parties à l'ACCOBAMS ont adopté un certain nombre de résolutions, y compris la Résolution 4.17, qui établit des « Lignes Directrices pour faire face à l'impact du bruit d'origine anthropique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS ». De plus, sous l'art. II, para. 4, les Parties sont tenues d'appliquer le principe de précaution dans la mise en œuvre des mesures de conservation, de recherche et de gestion prescrites à l'Annexe 2 de l'Accord.

Tout cela pris en considération, le Comité,  
estime que la communication est recevable;

regrette que la Partie concernée n'ait pas fourni d'informations sur la question soulevée dans la communication et invite le Portugal à assurer une collaboration pour traiter de la communication;

rappelle que les Parties à l'ACCOBAMS sont tenues, entre autres, d'exiger une étude d'impact pour autoriser ou interdire des activités susceptibles d'affecter les cétacés ou leurs habitats, comme la prospection et l'exploitation offshore. (voir Annexe 2, para. 1, c de l'ACCOBAMS) et que, pour répondre aux préoccupations provenant du bruit sous-marin, les Parties à l'ACCOBAMS ont adopté un certain nombre de résolutions, y compris la Résolution 4.17, qui établit des « Lignes Directrices pour faire face à l'impact du bruit d'origine anthropique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS » ;

**invite le Secrétariat à transmettre ces considérations et recommandations à la Réunion des Parties, ainsi qu'à la Partie et au Partenaire concernés;**

invite la Réunion des Parties à envisager les prochaines étapes, le cas échéant.

Monaco, 6 mars 2018

**I-4. Examen de la communication par OceanCare sur les défaillances de l'Albanie, l'Algérie, la Croatie, Chypre, de l'Égypte, la France, la Grèce, l'Italie, le Liban, la Libye, Malte, Monaco, le Monténégro, le Maroc, la Slovénie, l'Espagne, la Syrie, la Tunisie à mettre en œuvre le plan de conservation ACCOBAMS pour les dauphins communs en Méditerranée et adoption de la recommandation pertinente**

**CONSIDERATIONS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE DE SUIVI DE L'ACCOBAMS**

**Concernant la communication de OceanCare sur les défaillances de l'Albanie, l'Algérie, la Croatie, Chypre, de l'Égypte, la France, la Grèce, l'Italie, le Liban, la Libye, Malte, Monaco, le Monténégro, le Maroc, la Slovénie, l'Espagne, la Syrie, la Tunisie à mettre en œuvre le plan de conservation ACCOBAMS pour les dauphins communs en Méditerranée**

*Le Comité de suivi de l'ACCOBAMS,*

Composé de M. Victor Escobar Parades (Président), M. Tilen Genov, M. Drasko Holcer, Mme Imane Tai ;  
S'étant réuni à Monaco les 5 et 6 mars 2018 ;

Après avoir examiné la communication et les informations présentées par OceanCare, Partenaire de l'ACCOBAMS, le 1<sup>er</sup> décembre 2016, ainsi que la réponse écrite et les informations supplémentaires envoyées par le Maroc le 20 mars 2017 et par l'Espagne le 2 mars 2018 ;

Après avoir examiné les points de vue présentés par le représentant de OceanCare le 5 mars 2018 lors de l'examen de la communication ;



Notant que les dix-huit Parties concernées n'ont pas participé à l'examen de la communication par le Comité le 5 mars 2018 ;

Après avoir analysé et discuté l'objet de la communication ;

Adopte par consensus les considérations et les recommandations suivantes qui seront transmises à la Réunion des Parties et à la Partie concernée, considérant l'Art. 6, para. 3 et 4, de la Procédure de suivi des obligations dans le cadre de l'ACCOBAMS (ci-après désigné AFuP), ainsi qu'au Partenaire concerné.

Le Comité conclut que la communication est recevable, car aucun des cas d'irrecevabilité énuméré dans l'art. 9, par. 3, de l'AFuP n'apparaît

Le Comité regrette qu'aucune information écrite ou orale sur le sujet de la communication ne lui ait été fournie par seize des dix-huit Parties concernées, empêchant le Comité de recueillir tous les points de vue pertinents sur la présente communication.

La communication prétend que dix-huit Parties, toutes Parties riveraines de Méditerranée, n'ont pas suffisamment mis en œuvre les actions convenues contenues dans le plan de conservation ACCOBAMS pour les dauphins communs en Méditerranée, comme l'indique la Résolution 2.20, par la suite remplacée par la Résolution 4.13.

Le Comité rappelle que, dans le cadre de la Résolution 4.13, la mise en œuvre du plan de conservation pour les dauphins communs en Méditerranée (Mop2, doc. 49) est une haute priorité dans la région et, par conséquent, cette Résolution exhorte les Parties et invite les Etats de l'aire de répartition de prendre certain nombre d'actions, fondées sur une coordination internationale assortie d'un financement suffisant.

Le Comité note également que les deux seules Parties qui ont fourni des informations sur la présente communication n'ont fait référence qu'à la législation générale et aux mesures de protection des cétacés, sans mentionner de mesures spécifiques de mise en œuvre du Plan de conservation pour les dauphins communs en Méditerranée.

Le Comité souligne que, bien que la répartition des dauphins communs puisse être inégale dans les eaux relevant de la compétence des Parties et dans le bassin méditerranéen, le Plan énonce des obligations qui incombent à toutes les Parties de Méditerranée.

Tout cela pris en considération, le Comité,  
estime que la communication est recevable;

regrette que seize Parties concernées n'aient pas fourni d'informations sur la question soulevée dans la communication et les invitent à assurer une collaboration pour traiter de la communication;

rappelle que les Parties à l'ACCOBAMS sont tenues, entre autres, d'appliquer la

Résolution 4.13, qui souligne que la mise en œuvre du plan de conservation pour les dauphins communs en Méditerranée (Mop2, doc. 49) est une haute priorité dans la région

invite toutes les Parties concernées à fournir des informations au Secrétariat de l'ACCOBAMS sur les mesures spécifiques prises dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de conservation pour les dauphins communs en Méditerranée, ou sur toute autre mesure jugée pertinente pour leur protection;

invite le Secrétariat à partager les informations reçues par les Parties avec le Comité Scientifique;

**invite le Secrétariat à transmettre ces considérations et recommandations à la Réunion des Parties, ainsi qu'aux Parties et au Partenaire concernés;**

invite la Réunion des Parties à examiner les prochaines étapes, y compris donner la priorité à l'examen et à la mise à jour du Plan de conservation pour les dauphins communs en Méditerranée.

Monaco, 6 mars 2018

Quatre lettres officielles cosignées par le Président du Comité de suivi de l'ACCOBAMS et par le Secrétaire Exécutif, ont été envoyées aux Points Focaux ACCOBAMS pertinents énumérant les considérations et les recommandations du Comité de suivi de l'ACCOBAMS concernant les communications de OceanCare ([annexe 1](#), [annexe 2](#), [annexe 3](#) et [annexe 4](#) du rapport).

## II. EXAMEN DES QUESTIONS GÉNÉRALES DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI DES OBLIGATIONS DE L'ACCORD COMME DEMANDÉ PAR LA MOP6

Lors de la Sixième Réunion des Parties à l'ACCOBAMS (22-25 novembre 2016, Monaco), les Parties ont pris note du rapport du Comité de Suivi des Obligations de l'ACCOBAMS et ont approuvé les six recommandations prescrites, en particulier la Recommandation 4 stipulant que la priorité soit donnée à l'examen des communications spécifiques et que les questions générales de mise en œuvre et de suivi soient examinées après. Les Recommandations 2 et 3 ont demandé d'examiner, d'après l'article 6, paragraphe 1, d, de la Procédure de suivi des obligations dans le cadre de l'ACCOBAMS, les questions juridiques et techniques de la mise en œuvre et du suivi :

- des obligations et engagements existants concernant les activités sismiques et militaires qui produisent du bruit sous-marin,
- concernant les interactions entre l'homme et les dauphins abordées par la Résolution 3.13 (Programmes basés sur l'interaction avec les dauphins).

### II-1. Obligations et engagements concernant les activités sismiques produisant du bruit sous-marin

Les membres du Comité de suivi ont été invités à examiner les questions juridiques et techniques de la mise en œuvre et du suivi des obligations et engagements existants concernant les activités sismiques produisant du bruit sous-marin.

En se référant à l'évaluation d'impact, le Comité <b>recommande</b> d'utiliser les meilleurs outils d'évaluation d'impact <b>disponibles</b> , tels que l'évaluation des impacts environnementaux dans le cadre des instruments de l'UE, la procédure ESPOO (ou EIE) ou tout autre outil, le cas échéant. Le Comité recommande également de partager des informations sur les pratiques utilisées par les Parties.
Le Comité <b>estime</b> que les activités sismiques relèvent de la catégorie des "activités industrielles" et, par conséquent, les Parties doivent recueillir, analyser et rapporter des données sur les interactions directes et indirectes entre les humains et les cétacés par rapport à ces Activités. Dans ce contexte, le registre du bruit qui est élaboré dans le cadre de la Résolution 6.17 est pertinent. De plus, les Parties devraient mettre en œuvre les Lignes Directrices pertinentes de l'ACCOBAMS.
Le Comité <b>recommande</b> de porter une attention particulière lors de la gestion des activités sismiques à l'intérieur, ou à proximité, d'aires spécialement protégées et d'échanger des informations sur les mesures prises par les Parties. L'impact que de telles activités peuvent avoir sur l'habitat acoustique des cétacés est une question qui devrait également être abordée.
Le Comité <b>recommande</b> que tous les éléments ( <i>=du Plan de conservation, section « Recherche et surveillance »</i> ) soient pris en considération dans le cadre des activités sismiques.
Le Comité <b>recommande</b> aux Parties de fournir des données à MEDACES et dans le registre du bruit avec l'assistance technique du Secrétariat, si besoin.
Le Comité <b>estime</b> que les activités sismiques peuvent déterminer des « conditions exceptionnellement défavorables ou mettant en danger » conduisant à des situations d'urgence et, par conséquent, des interventions d'urgence devraient être envisagées.
Le Comité <b>recommande</b> d'échanger des informations sur les codes de conduite déjà mis en œuvre, les données recueillies lors de ces événements, en particulier lorsqu'un lien avec les activités sismiques est suspecté

## II-2.Obligations et engagements existants concernant les activités militaires produisant du bruit sous-marin

Les participants ont ensuite été invités à discuter des obligations et des engagements des Parties concernant les activités **militaires**.

Le Comité **comprend** que les activités militaires sont en principe dans le cadre de l'application de l'ACCOBAMS, car il n'y a aucune disposition dans l'Accord qui exclut son application à ces activités. Les activités militaires ne sont donc pas autorisées si elles aboutissent à la « prise » de cétacés, telle que définie dans l'article 1, para I de la Convention de Bonn, ce qui signifie « prélever, chasser, pêcher, capturer, harceler, tuer délibérément ou tenter d'entreprendre l'une quelconque des actions précitées ».

Le Comité **est pleinement conscient** de l'article 236 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui stipule : « Les dispositions de la Convention relative la protection et la préservation du milieu marin ne s'appliquent ni aux navires de guerre ou navires auxiliaires, ni aux autres navires ou aux aéronefs appartenant à un Etat ou exploités par lui lorsque celui-ci les utilise, au moment considéré, exclusivement à des fins de service public non commerciales. Cependant, chaque Etat prend des mesures appropriées n'affectant pas les opérations ou la capacité opérationnelle des navires ou aéronefs lui appartenant ou exploités par lui, de façon à ce que ceux-ci agissent, autant que faire se peut, d'une manière compatible avec la Convention ». À cet égard, le Comité note que la deuxième phrase de l'article 236 oblige les Parties à l'UNCLOS parties à exploiter des navires et des aéronefs des Etat de manière compatible avec l'UNCLOS, dans la mesure du possible et sans porter atteinte aux opérations ou aux capacités opérationnelles. De plus, l'article 237 de l'UNCLOS ne porte pas préjudice aux accords, tels que l'ACCOBAMS, qui peuvent être conclus en application des principes généraux de l'UNCLOS. Ces principes comprennent le principe général de préservation et de protection de l'environnement.

Lorsqu'il se réfère à l'évaluation d'impact, le Comité **recommande** d'utiliser le meilleur outil d'évaluation d'impact disponible. Il est également recommandé de partager des informations sur les pratiques utilisées par les Parties dans le cadre de l'évaluation d'impact liée à différentes activités militaires

Le Comité **encourage** les Parties à fournir des informations sur les activités militaires relatives aux interactions entre l'homme et les cétacés, en particulier celles qui produisent du bruit sous-marin, et à les signaler dans le registre du bruit.

Le Comité **recommande** de porter une attention particulière lors de la gestion des activités militaires à l'intérieur, ou à proximité, d'aires spécialement protégées, et d'échanger des informations sur les mesures prises par les Parties pour minimiser l'impact. L'impact que de telles activités peuvent avoir sur l'habitat acoustique des cétacés est une question qui devrait également être abordée.

Le Comité **estime** que les activités militaires peuvent déterminer des « conditions exceptionnellement défavorables ou mettant en danger les espèces » conduisant à des situations d'urgence et, par conséquent, des mesures d'urgence devraient être envisagées.

## II-3.Interactions entre les hommes et les dauphins abordées par la Résolution 3.13 (programme d'interaction avec les dauphins)

Les participants ont été invités à discuter des obligations et des engagements des Parties à l'ACCOBAMS en ce qui concerne les **interactions entre les hommes et les dauphins**.

Les membres du Comité de suivi **recommandent** aux Parties d'envisager de demander au Comité de réexaminer, en vertu de l'article 6, paragraphe 1, d, de la procédure de suivi ACCOBAMS, les questions juridiques et techniques de mise en œuvre et de suivi des interactions entre les hommes et les dauphins abordées par la Résolution 3.13 (programme d'interactions avec les dauphins), en se basant sur des documents préparés par les organes de l'ACCOBAMS, tels que le Document de Scovazzi et Tani (« Taking of cetaceans, dolphinaria and quasi-dolphinaria:

a legal analysis relating to ACCOBAMS Parties”) et sur tout autre document identifié, compilé et résumé par le Secrétariat Permanent de l'ACCOBAMS .

Le Comité de suivi **a invité** les Parties à informer le Secrétariat Permanent de l'ACCOBAMS de toute initiative future liée à la création de delphinarium et de refuges pour dauphins et d'informer le Comité Scientifique par les canaux appropriés.

#### **II-4. Le rapport national de l'ACCOBAMS**

Le Comité **a recommandé** que tous les Rapports Nationaux soient mis à jour avant la Réunion du Comité de suivi et qu'ils soient mis à la disposition du Comité.

#### **II-5. Réponse tardive de la Partie concernée à une communication**

Les membres du Comité de suivi ont **recommandé** que la prise en considération d'un document tardif soit décidée par le Comité au début de sa réunion, au cas par cas, en tenant compte du fait que la procédure devait être effectuée d'une manière simple, souple, rapide, équitable, transparente, rentable et non conflictuelle.

**Annexe 1** - Lettre signée par le Président du Comité de suivi de l'ACCOBAMS et par le Secrétaire Exécutif, envoyée au Point Focal ACCOBAMS en Grèce énumérant les considérations et les recommandations du Comité de suivi de l'ACCOBAMS concernant la communication par OceanCare sur l'évaluation et le contrôle par la Grèce des activités militaires autour de la Crète du Sud-Est

**Monaco, 20<sup>th</sup> September 2019**

**M. G. ALVANOPOULOS**

Ministry for the Environment, Energy and  
Climate Change  
Directorate General for the Environment  
Head of the Department  
Natural Management Station  
36, Trikalon, Str. GR 11526 Athens,  
Greece

**Dr. Eleni TRYFON**

Ministry for the Environment, Energy and  
Climate Change  
Directorate General for the Environment  
Natural Management Station  
36, Trikalon, Str. GR 11526 Athens,  
Greece

**Our/Ref.: FDC/ms/2019-146**

Dear Sir, Focal Point,

On 10<sup>th</sup> February 2016, the ACCOBAMS Permanent Secretariat has received from OceanCare (an ACCOBAMS Partner), a reservation concerning Greek assessment and control of military sonar activities around south east Crete.

Mrs. Eleni Tryfon has been contacted, in her position of ACCOBAMS Focal Point for Greece, on this issue on 11<sup>th</sup> February 2016 and came back to the ACCOBAMS Permanent Secretariat on 11<sup>th</sup> April 2016.

The submission from OceanCare and the reply of the Focal Point, were provided to the Follow up Committee Members on 26<sup>th</sup> April 2016.

In accordance with the Rules on the ACCOBAMS Follow up Procedure, this submission was discussed during the Second Meeting of the ACCOBAMS Follow up Committee (5<sup>th</sup> – 6<sup>th</sup> March 2018) in order to elaborate the considerations and recommendations.

The considerations and recommendations related to this submission, adopted by consensus, are presented here below:

**ACCOBAMS FOLLOW UP COMMITTEE CONSIDERATIONS AND RECOMMENDATIONS  
on the Submission by OceanCare on the Assessment and Control by Greece of  
Military Activities around South-East Crete**

*The ACCOBAMS Follow up Committee,*

Composed of Mr. Victor Escobar Parades (Chairperson), Mr. Tilen Genov, Mr. Drasko Holcer, Mrs. Imane Tai;  
Meeting in Monaco on 5 and 6 March 2018;

Having considered the submission and information presented by the ACCOBAMS Partner OceanCare on 10 February 2016, as well as and the written reply and supporting information sent by the Party concerned, Ministry of Environment and Energy, on 7 April 2016;

Having considered the views presented by the representative of OceanCare on 5 March 2018 during the consideration of the submission;

Noting that the Party concerned did not participate in the consideration of the submission by the Committee on 5 March 2018;

Having elaborated and discussed the subject of the submission;

Adopts by consensus the following considerations and recommendations to be transmitted to the Meeting of the Parties and to the Party concerned, under Art. 6, paras. 3 and 4, of the ACCOBAMS Follow up Procedure (hereinafter AFuP), as well as to the Partner concerned.

The submission is divided in two parts, namely:

“1. Greek authorities did not assess and control military maneuvers and especially active sonar around south east Crete, in a manner consistent with ACCOBAMS Resolution 4.17, that may have resulted in the atypical mass stranding of Cuvier’s beaked whales (*Ziphius cavirostris*) in 2014;

2. The ACCOBAMS Secretariat has not received or communicated a response from the Greek authorities within six months, and has subsequently failed to bring the matter to the attention of the Follow up Procedure Committee. (Resolution 5.4, Article 8(2))”

The first part of the submission is admissible, as none of cases of inadmissibility listed in Art. 9, para. 3, AFuP occurs.

As shown in the relevant documents, it has been confirmed that the ACCOBAMS Secretariat did receive and communicate within six months the response by the authorities of the Party concerned and brought the matter to the attention of the Committee. Consequently, the second part of the submission is not founded. In addition, it should be noted that the second part of the submission is not admissible, in so far as it relates to an alleged behaviour by the ACCOBAMS Secretariat, given that submissions can be made by ACCOBAMS Partners only if they “have reservations about a Party’s follow up with its obligations under the Agreement” (Art. 9, para. 1, AFuP).

Coming to the merit, OceanCare alleges that the Greek authorities did not assess and control military maneuvers and especially the use of active sonar around South-East Crete, in a manner consistent with Resolution 4.17 (Guidelines to address the anthropogenic noise on cetaceans in the ACCOBAMS area), and that this likely caused the atypical mass stranding of Cuvier’s beaked whales in 2014.

On this question the Party concerned stated:

- in the letter from the Greek authorities to the ACCOBAMS Secretariat, dated 7 April 2016, that after the military exercise of 2014 there “has not been information of mass stranding of marine mammals in the area of south Crete”, and

- in the letter from the Greek authorities to the ACCOBAMS Secretariat, dated 21 May 2014, that, from 31 March to 10 April 2014, Greek Military Navy participated in a transnational military exercise performed by the military Navies of Israel, the United States and Greece, which took place in the marine area of Israel (Haifa) up to South–East Crete. The letter reports that, from 1 to 10 April, in total, 5 to 10 Cuvier’s beaked whales were stranded in an area of 70 km. It also points out that “during the exercise, the sonar device of the Greek unit started from

the lowest possible power and increased gradually with a step of 5 db. The maximum sonar device power can come up to 225 db and the frequency of emission is in the area of medium frequencies. Greek Navy has edited and follows a specific order, which is in line with the Resolutions of ACCOBAMS. Till now there has been no incident of marine mammal stranding linked with an exercise of the Greek Military Navy. Further on, a presentation to inform the Greek Navy on the new developments of MOP 5, as regards addressing the impact of anthropogenic noise on cetaceans, is planned.”

The Committee is not in a position to determine with total precision what were the reasons for the atypical mass stranding of beaked whales which occurred in the first ten days of April 2014 around South-East Crete. Nor it is possible to determine whether this could be the result of the use of sonar by Greece or by another State non-Party to ACCOBAMS. However, given this situation, the Committee finds that it is likely that the mass stranding brought to its attention was the result of the military exercises taking place from 31 March to 10 April 2014, in which Greece was also involved.

In this regard, the Committee notes that the use of sonar is a well-known source of anthropogenic underwater noise and that it can be detrimental to the maintenance of a favourable conservation status for cetaceans, as it is required by Art. II, para. 1, ACCOBAMS. To address this concern, the ACCOBAMS Parties adopted Resolution 4.17, which includes a set of “Guidelines to address the impact of anthropogenic noise on cetaceans in the ACCOBAMS area”. Some of the Guidelines specifically address military sonar and civil high power sonar and are consequently applicable also to military activities.

The Committee acknowledges the reported efforts and commitments by the Greek Navy to be in line with the ACCOBAMS Resolutions addressing the impact of anthropogenic noise on cetaceans (see the above mentioned letter of 21 May 2014). These last developments are a matter of appreciation by the Committee.

It would be helpful, as a way to address the issues raised by the submission, if the Party concerned were to provide information to the ACCOBAMS Secretariat about how the Guidelines annexed to the Resolution 4.17 have been implemented after 2014 till now. This will, in particular, enable the Scientific Committee to assess whether there are difficulties in implementing the Guidelines annexed to the Resolution 4.17 and if any other actions are needed.

**All this considered, the Committee,**

finds that the second part of the submission is not admissible and not founded;

finds that the first part of the submission is admissible;

finds that it is likely that the atypical mass stranding of beaked whales brought to its attention by this submission was the result of the military exercises taking place from 31 March to 10 April 2014, in which Greece was also involved;

**invites Greece to pursue all efforts to be in line with the ACCOBAMS Resolutions addressing the impact of anthropogenic noise on cetaceans, such as Resolution 4.17, and commends Greece for what is being done in this direction;**

**invites Greece to provide information to the ACCOBAMS Secretariat about how the Guidelines annexed to the Resolution 4.17 have been implemented after 2014 till now;**

invites the Secretariat to share the received information from Greece with the Scientific Committee;

invites the Secretariat to transmit these considerations and recommendations to the Meeting of the Parties, as well as to the Party and the Partner concerned.



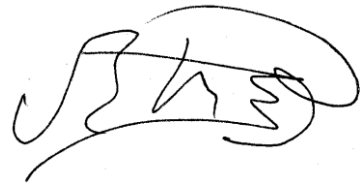
Kindly note that this letter will be included in the report of the Chair of the Follow up Committee which will be a working document to be presented to the Seventh Meeting of the Parties to ACCOBAMS (5-8 November 2019 in Istanbul, Turkey).

Please do not hesitate to contact the ACCOBAMS Permanent Secretariat should you need further information.

Best regards,



*Florence DESCROIX-COMANDUCCI*  
ACCOBAMS Executive Secretary



*Victor ESCOBAR*  
Chair of the ACCOBAMS Follow up Committee

**Annexe 2-** Lettre signée par le Président du Comité de suivi de l'ACCOBAMS et par le Secrétaire Exécutif, envoyée au Point Focal ACCOBAMS en Espagne énumérant les considérations et recommandations du Comité de suivi de l'ACCOBAMS sur l'évaluation et le contrôle par l'Espagne des activités d'exploration pétrolière (plus précisément les prospections sismiques) autour des îles Baléares

Monaco, 20<sup>th</sup> September 2019

**Mrs. Elvira GARCÍA-BELLIDO CAPDEVILA**  
SG para la Protección del Mar  
DG de Sostenibilidad de la Costa y del Mar  
Ministerio para la Transición Ecológica  
Pl. San Juan de la Cruz, s/n  
E-28071-Madrid (Spain)

**Our/Ref.:** FDC/ms/2019-147

Dear Focal Point,

On 10th February 2016, the ACCOBAMS Permanent Secretariat has received from OceanCare (an ACCOBAMS Partner), a reservation concerning Spanish Assessment and Control of Petroleum Exploration Activities (Specifically Seismic Surveys) around the Balearic Islands.

The ACCOBAMS Focal Point for Spain has been contacted on this issue on 11<sup>th</sup> February 2016 and he came back to the ACCOBAMS Permanent Secretariat on 12<sup>th</sup> April 2016.

The submission from OceanCare and the reply of the Focal Point, were provided to the Follow up Committee Members on 26<sup>th</sup> April 2016.

In accordance with the Rules on the ACCOBAMS Follow up Procedure, this submission was discussed during the Second Meeting of the ACCOBAMS Follow up Committee (5<sup>th</sup> – 6<sup>th</sup> March 2018) in order to elaborate the considerations and recommendations.

The considerations and recommendations related to this submission, adopted by consensus, are presented here below:

**ACCOBAMS FOLLOW UP COMMITTEE CONSIDERATIONS AND RECOMMENDATIONS**  
**On the Submission by OceanCare concerning Spanish Assessment and Control of Petroleum**  
**Exploration Activities (Specifically Seismic Surveys) around the Balearic Islands**

*The ACCOBAMS Follow up Committee,*

Composed of Mr. Victor Escobar Parades (Chairperson), Mr. Tilen Genov, Mr. Drasko Holcer, Mrs. Imane Tai;  
Meeting in Monaco on 5 and 6 March 2018;

Having considered the submission and information presented by the ACCOBAMS Partner OceanCare on 10 February 2016, as well as and the written reply and supporting information sent by the Party concerned, Ministry of Agriculture, Food and Environment, on 12 April 2016;

Having considered the views presented by the representative of OceanCare on 5 March 2018 during the oral consideration of the submission;

Noting that the Party concerned did not participate in the consideration of the submission by the Committee on 5 March 2018;

Having elaborated and discussed the subject of the submission;

Adopts by consensus the following considerations and recommendations to be transmitted to the Meeting of the Parties and to the Party concerned, under Art. 6, paras. 3 and 4, of the ACCOBAMS Follow up Procedure (hereinafter AFuP), as well as to the Partner concerned.

The submission is divided in two parts, namely:

“1. Spanish authorities did not assess and control petroleum exploration activities (specifically seismic surveys) around the Balearic Islands in 2013, in a manner consistent with ACCOBAMS Resolution 4.17, and have risked species vulnerable to loud implosive noise pollution—sperm whales (*Physeter macrocephalus*) in important habitat;

2. The ACCOBAMS Secretariat has not received or communicated a response from the Spanish authorities within six months, and has subsequently failed to bring the matter to the attention of the Follow up Procedure Committee. (Resolution 5.4, Article 8(2))”

The first part of the submission is admissible, as none of cases of inadmissibility listed in Art. 9, para. 3, AFuP occurs.

As shown in the relevant documents, it has been confirmed that the ACCOBAMS Secretariat did receive and communicate within six months the response by the authorities of the Party concerned and brought the matter to the attention of the Committee. Consequently, the second part of the submission is not founded. In addition, it should be noted that the second part of the submission is not admissible, in so far as it relates to an alleged behaviour by the ACCOBAMS Secretariat, given that submissions can be made by ACCOBAMS Partners only if they “have reservations about a Party’s follow up with its obligations under the Agreement” (Art. 9, para. 1, AFuP).

Coming to the merit, OceanCare alleges that in 2013 the Spanish authorities did not assess and control petroleum exploration activities (specifically seismic surveys) around the Balearic Islands, in a manner consistent with Resolution 4.17, with the consequent risk for species vulnerable to noise pollution, such as sperm whales.

In its letter, the Party concerned confirms that unidentified noise was recorded, adding that all the inquiries it has made were not able to identify the sources and excluding that any authorizations to produce noise were ever issued in that period by the Spanish authorities.

In this regard, the Committee notes that offshore exploration and exploitation is a well-known source of anthropogenic underwater noise and that it can be detrimental to the maintenance of a favourable conservation status for cetaceans, as it is required by Art. II, para. 1, ACCOBAMS. To address this concern, the ACCOBAMS Parties adopted Resolution 4.17, which includes a set of “Guidelines to address the impact of anthropogenic noise on cetaceans in the ACCOBAMS area”. Some of the Guidelines specifically address seismic surveys and airgun uses.

However, in this specific case there was no evidence at all that the authorities of the State concerned either authorized noise producing activities from July 2012 to July 2013 or were negligent in controlling what was taking place in the waters or seabed subject to the Spanish jurisdiction.

The fact that underwater noise can be detected at long distance from the place where it is produced leads the Committee to conclude that, in this specific case, the noise could have originated from activities beyond the control of the Spanish authorities.

The Committee further remarks that, at present, no ACCOBAMS Resolution specifically relates to cases where a source of noise of distant origin affects cetaceans found in the waters subject to the jurisdiction of an ACCOBAMS Party and calls for Parties to co-operate to address the situation. The Meeting of the Parties could consider the possibility to elaborate such a Resolution and to encourage the reporting of data in the noise register.

**All this considered, the Committee,**

finds that the second part of the submission is not admissible and not founded;

finds that the first part of the submission is admissible;

finds there is no evidence that the authorities of the State concerned either authorized noise producing activities from July 2012 to July 2013 or were negligent in controlling what was taking place in the waters or seabed subject to the Spanish jurisdiction;

recommends for consideration by the Meeting of the Parties the elaboration of a Resolution calling for the development of a co-operation mechanism among Parties to identify the source of long-distance underwater noise in order to address its transboundary effects;

invites the Secretariat to transmit these considerations and recommendations to the Meeting of the Parties, as well as to the Party and the Partner concerned.

Monaco, 6 March 2018

Kindly note that this letter will be included in the report of the Chair of the Follow up Committee which will be a working document to be presented to the Seventh Meeting of the Parties to ACCOBAMS (5-8 November 2019 in Istanbul, Turkey).

Please do not hesitate to contact the ACCOBAMS Permanent Secretariat should you need further information.

Best regards,



*Florence DESCROIX-COMANDUCCI*  
ACCOBAMS Executive Secretary



*Victor ESCOBAR*  
Chair of the ACCOBAMS Follow up Committee

**Annexe 3** - Lettre signée par le Président du Comité de suivi de l'ACCOBAMS et par le Secrétaire Exécutif, envoyée au Point Focal ACCOBAMS du Portugal énumérant les considérations et recommandations du Comité de suivi de l'ACCOBAMS concernant l'évaluation et le contrôle par le Portugal des activités d'exploration pétrolière dans les bassins de l'Algarve et de l'Alentejo

Monaco, 20<sup>th</sup> September 2019

**Ms. Marina SEQUEIRA**

Instituto da Conservação da Natureza e  
das Florestas, I.P.

Divisão de Gestão de Espécies da Fauna e  
da Flora

Av. da República, 16 – 16B

1050-191 Lisboa - PORTUGAL

**Our/Ref.:** FDC/ms/2019-148

Dear Focal Point,

On 25<sup>th</sup> July 2016, the ACCOBAMS Permanent Secretariat has received from OceanCare (an ACCOBAMS Partner), a reservation concerning Portugal's assessment and control of petroleum exploration activities in the Algarve and Alentejo Basins.

The Portuguese Focal Point has been contacted on this issue by the ACCOBAMS Permanent Secretariat on 26<sup>th</sup> July 2016.

On 20<sup>th</sup> October 2016 and then in 1<sup>st</sup> February 2017, the Portugal Focal Point requested the ACCOBAMS Permanent Secretariat to consider the possibility of extending the deadline for sending information related to the follow-up submission

Up to date the ACCOBAMS Permanent Secretariat has still no received any information related to the follow-up submission.

In accordance with the Rules on the ACCOBAMS Follow up Procedure, this submission was discussed during the Second Meeting of the ACCOBAMS Follow up Committee (5<sup>th</sup> – 6<sup>th</sup> March 2018) in order to elaborate the considerations and recommendations.

The considerations and recommendations related to this submission, adopted by consensus, are presented here below:

**ACCOBAMS FOLLOW UP COMMITTEE CONSIDERATIONS AND RECOMMENDATIONS**  
**On the Submission by OceanCare on the Assessment and Control by Portugal of Petroleum**  
**Exploration Activities in the Algarve and Alentejo Basins**

*The ACCOBAMS Follow up Committee,*

Composed of Mr. Victor Escobar Parades (Chairperson), Mr. Tilen Genov, Mr. Drasko Holcer, Mrs. Imane Tai;  
Meeting in Monaco on 5 and 6 March 2018;

Having considered the submission and information presented by the ACCOBAMS Partner OceanCare on 25 July 2016;

Having considered the views presented by the representative of OceanCare on 5 March 2018 during the consideration of the submission;

Noting that the Party concerned did not participate in the consideration of the submission by the Committee on 5 March 2018;

Having elaborated and discussed the subject of the submission;

Adopts by consensus the following considerations and recommendations to be transmitted to the Meeting of the Parties and to the Party concerned, under Art. 6, paras. 3 and 4, of the ACCOBAMS Follow up Procedure (hereinafter AFuP), as well as to the Partner concerned.

The Committee finds that the submission is admissible, as none of cases of inadmissibility listed in Art. 9, para. 3, AFuP occurs.

The submission alleges that the Portuguese authorities did not assess and control petroleum exploration activities (specifically seismic surveys), in a manner consistent with ACCOBAMS Resolution 4.17.

The Committee regrets that no written or oral information on the subject of the submission has been provided to it by the Party concerned, preventing the Committee from gathering all the relevant views on the present submission. The information on whether or not environmental impact assessments and public consultations are required under the domestic legislation, and have in fact been carried out in the case of the offshore concessions granted by Portugal in the Algarve and Alentejo Basin, should be easily available to the Party concerned.

The Committee notes that the submission includes exploration concessions located in an area falling under the scope of the ACCOBAMS Area and in an area falling under its subsequent extension, which is not yet in force, and consequently limits its considerations only to the former one.

The Committee is mandated to limit its action to cases where there are “reservations about a Party’s follow up with its obligations under the Agreement” and cannot elaborate, as the submission does, on whether there are other obligations, such as those arising from European Union instruments, under which the Party concerned is bound to carry out Environmental Impact Assessments and public consultations for the activities in question.

The Committee finds it appropriate to recall that ACCOBAMS Parties are bound, *inter alia*, to require impact assessment for allowing or prohibiting activities that may affect cetaceans or their habitat, such as offshore exploration and exploitation (see ACCOBAMS Annex 2, para. 1, c) and that, to address the concern of underwater noise, the ACCOBAMS Parties adopted a number of Resolutions, including Resolution 4.17, which sets “Guidelines to address the impact of anthropogenic noise on cetaceans in the ACCOBAMS area”. Moreover, under Art. II, para. 4, the Parties are bound to apply the precautionary principle in implementing the conservation, research and management measures prescribed in Annex 2 to the Agreement.

All this considered, the Committee,  
finds that the submission is admissible;

**regrets that the Party concerned has not provided information on the issue raised in the submission and invites Portugal to ensure co-operation to address the submission;**

**recalls that ACCOBAMS Parties are bound, *inter alia*, to apply the precautionary principle (Art. II, para. 4. ACCOBAMS), to require impact assessment for allowing or prohibiting activities that may affect cetaceans or their habitat, such as offshore exploration and exploitation (see ACCOBAMS Annex 2, para. 1, c) and that, to**



**address the concern of underwater noise, the ACCOBAMS Parties adopted Resolution 4.17, which includes a set of “Guidelines to address the impact of anthropogenic noise on cetaceans in the ACCOBAMS area”;**

invites the Secretariat to transmit these considerations and recommendations to the Meeting of the Parties, as well as to the Party and the Partner concerned;

invites the Meeting of the Parties to consider the next steps, if need be.

Monaco, 6 March 2018

Kindly note that this letter will be included in the report of the Chair of the Follow up Committee which will be a working document to be presented to the Seventh Meeting of the Parties to ACCOBAMS (5-8 November 2019 in Istanbul, Turkey).

Please do not hesitate to contact the ACCOBAMS Permanent Secretariat should you need further information.

Best regards,



*Florence DESCROIX-COMANDUCCI*  
ACCOBAMS Executive Secretary



*Victor ESCOBAR*  
Chair of the ACCOBAMS Follow up Committee

**Annexe 4** - Lettre signée par le Président du Comité de suivi de l'ACCOBAMS et par le Secrétaire Exécutif, envoyée aux Points Focaux ACCOBAMS de l'Albanie, l'Algérie, la Croatie, Chypre, de l'Égypte, la France, la Grèce, l'Italie, le Liban, la Libye, Malte, Monaco, le Monténégro, le Maroc, la Slovénie, l'Espagne, la Syrie, la Tunisie, concernant les défaillances des Parties méditerranéennes à mettre en œuvre le plan de conservation ACCOBAMS pour les dauphins communs en Méditerranée

Monaco, 20<sup>th</sup> September 2019

**All relevant ACCOBAMS Focal Points**

**Our/Ref.:** FDC/ms/2019-149

Dear Focal Points,

On 1<sup>st</sup> December 2016, the ACCOBAMS Permanent Secretariat has received from OceanCare (an ACCOBAMS Partner), Reservation concerning a failure of short-beaked common dolphin ACCOBAMS Party Range States to implement the ACCOBAMS' Conservation Plan for Mediterranean Common Dolphins' (Resolution 2.20).

Focal Points from Albania, Algeria, Croatia, Cyprus, Egypt, France, Greece, Italy, Lebanon, Libya, Malta, Monaco, Montenegro, Morocco, Slovenia, Spain, Syria and Tunisia were contacted on this issue on 15<sup>th</sup> December 2016.

In accordance with the Rules on the ACCOBAMS Follow up Procedure, this submission was discussed during the Second Meeting of the ACCOBAMS Follow up Committee (5<sup>th</sup> – 6<sup>th</sup> March 2018) in order to elaborate the considerations and recommendations.

The considerations and recommendations related to this submission, adopted by consensus, are presented here below:

**ACCOBAMS FOLLOW UP COMMITTEE CONSIDERATIONS AND RECOMMENDATIONS**

**On the Submission by OceanCare on the Failure by Albania, Algeria, Croatia, Cyprus, Egypt, France, Greece, Italy, Lebanon, Libya, Malta, Monaco, Montenegro, Morocco, Slovenia, Spain, Syria and Tunisia to Implement the ACCOBAMS Conservation Plan for the Mediterranean Common Dolphins**

*The ACCOBAMS Follow up Committee,*

Composed of Mr. Victor Escobar Parades (Chairperson), Mr. Tilen Genov, Mr. Drasko Holcer, Mrs. Imane Tai;  
Meeting in Monaco on 5 and 6 March 2018;

Having considered the submission and information presented by the ACCOBAMS Partner OceanCare on 1<sup>st</sup> December 2016, as well as the written replies and supporting information sent by Morocco on 20 March 2017 and by Spain on 2 March 2018;

Having considered the views presented by the representative of OceanCare on 5 March 2018 during the consideration of the submission;

Noting that the eighteen Parties concerned did not participate in the oral consideration of the submission by the Committee on 5 March 2018;

Having elaborated and discussed the subject of the submission;

Adopts by consensus the following considerations and recommendations to be transmitted to the Meeting of the Parties and to the Parties concerned, under Art. 6, paras. 3 and 4, of the ACCOBAMS Follow up Procedure (hereinafter AFuP), as well as to the Partner concerned.

The Committee finds that the submission is admissible, as none of cases of inadmissibility listed in Art. 9, para. 3, AFuP occurs.

The Committee regrets that no written or oral information on the subject of the submission has been provided to it by sixteen among the eighteen Parties concerned, preventing the Committee from gathering all the relevant views on the present submission.

The submission alleges that eighteen Parties, being all Parties bordering the Mediterranean Sea, have not sufficiently implemented the agreed actions contained in the Conservation Plan for Mediterranean common dolphins, as referred to in Resolution 2.20, subsequently replaced by Resolution 4.13.

The Committee recalls that, under Resolution 4.13, the implementation of the Conservation Plan for short-beaked common dolphins in the Mediterranean Sea (Mop2, doc. 49), is a high priority in the region and, accordingly, this Resolution urges Parties and invites range States to take a number of actions, based on international co-ordination and adequate funding.

The Committee also notes that the only two Parties that have provided information on the present submission have referred only to general legislation and measures for the protection of cetaceans, without mentioning any specific measure of implementation of the Conservation Plan for Mediterranean common dolphins.

The Committee emphasizes that, although the distribution of common dolphins can be uneven in the waters falling under the jurisdiction of Parties and in the Mediterranean basin, the Plan sets forth obligations falling on every Mediterranean Party.

All this considered, the Committee,  
finds that the submission is admissible;  
regrets that sixteen Parties concerned have not provided information on the issue raised in the submission and invites them to ensure co-operation to address the submission;  
recalls that ACCOBAMS Parties are bound, *inter alia*, to apply Resolution 4.13, which stresses that the implementation of the Conservation Plan for short-beaked common dolphins in the Mediterranean Sea, is a high priority in the region;  
**invites all the Parties concerned to provide information to the ACCOBAMS Secretariat on specific measures taken for the implementation of the Conservation Plan for short-beaked common dolphins in the Mediterranean Sea, or any other measures considered relevant for their protection;**  
invites the Secretariat to share the information received from Parties with the Scientific Committee;  
invites the Secretariat to transmit these considerations and recommendations to the Meeting of the Parties, as well as to the Parties and the Partner concerned;

invites the Meeting of the Parties to consider the next steps, including giving priority to the review and updating of the Conservation Plan for short-beaked common dolphins in the Mediterranean Sea.

Monaco, 6 March 2018

Kindly note that this letter will be included in the report of the Chair of the Follow up Committee which will be a working document to be presented to the Seventh Meeting of the Parties to ACCOBAMS (5-8 November 2019 in Istanbul, Turkey).

Please do not hesitate to contact the ACCOBAMS Permanent Secretariat should you need further information.

Best regards,



*Florence DESCROIX-COMANDUCCI*  
ACCOBAMS Executive Secretary



*Victor ESCOBAR*  
Chair of the ACCOBAMS Follow up Committee